

A^o. 1929.



N^o. 53.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING van den 21sten Juni 1929, No. 614, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 22sten Maart 1929 (Staatsblad No. 129), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 22 September 1928 te Brussel vastgestelde Protocol, houdende aanvullingen en wijzigingen in het op 29 October 1925 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Telegraafreglement (Staatsblad 1926, No. 237).

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 10 Mei 1929, 5de Afdeeling, No. 11/223, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 22sten Maart 1929 (Staatsblad No. 129), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 22 September 1928 te Brussel vastgestelde Protocol, houdende aanvullingen en wijzigingen in het op 29 October 1925 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Telegraafreglement (Staatsblad 1926, No. 237).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 22 Maart 1929 (Staatsblad No. 129) nevens afschrift dezer beschikking in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

L. A. FRUYTIER.

Uitgegeven den 26n. Juni 1929.

De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER
NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 22 September 1928 te *Brussel* vastgestelde Protocol, houdende aanvullingen en wijzigingen in het op 29 October 1925 te *Parijs* tot stand gekomen Internationaal Telegraafreglement, van welk Protocol een afdruk en een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Waterstaat van 18 Maart 1929, n^o. 9. Hoofdbestuur der Posterijen, Telegrafie en Telefonie;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bedoeld Protocol, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 22sten Maart 1929.

WILHELMINA.

De Minister van Waterstaat,

H. V. D. VEGTE.

Uitgegeven den zeventienden April 1929.

De Minister van Justitie,

J. DONNER.

CONFERENCE TELEGRAPHIQUE
INTERNATIONALE DE
BRUXELLES 1928.

PROTOCOLE

portant additions et modifications au Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg (Revision de Paris, 1925, édition de Berne).

Article 7. § 1. Remplacer la seconde phrase par la suivante:

Sauf l'exception prévue à l'Article 9, § 2, catégorie B, chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

Article 8. Remplacer le § 1 par le suivant:

§ 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

Article 9. Remplacer cet article par le suivant:

Article 9.

§ 1. Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

§ 2. On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage. Ils se répartissent en deux catégories:

Catégorie A. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus formés de 10 lettres au plus et dans lesquels figurent au moins une voyelle s'ils sont de 5 lettres au plus, deux voyelles au moins s'ils sont de 6, 7 ou 8 lettres et trois voyelles au moins s'ils sont de 9 ou 10 lettres. Dans les mots de plus 5 lettres, une voyelle au moins doit se trouver dans les cinq premières lettres et une voyelle au moins dans le reste du mot, étant entendu que les mots de 9 ou de 10 lettres doivent contenir au moins trois voyelles au total. Les voyelles sont *a, e, i, o, u, y*. Les réunions de deux ou plusieurs mots du langage clair contraires à l'usage de la langue à laquelle ces mots appartiennent sont interdites.

Catégorie B. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus ne comprenant pas plus de 5 lettres, sans condition ni restriction quant à la construction de ces mots. Les chiffres et groupes de chiffres ne sont pas admis; toutefois, les marques de commerce constituées par un mélange de chiffres et de lettres sont acceptées si l'expéditeur peut démontrer qu'il s'agit réellement de marques de commerce.

L'agent qui accepte un télégramme de la catégorie B inscrit sur la minute la mention de service = CDE = qui est transmise en tête du préambule du télégramme, jusqu'à destination.

§ 3. Dans les deux catégories de télégrammes, A et B, les mots convenus ne peuvent pas contenir les lettres accentuées *ä, á, â, é, ñ, ö, ü* et les combinaisons *ae, aa, ao, oe, ue, ch* sont comptées chacune pour deux lettres.

§ 4. Les télégrammes de la catégorie A sont soumis au plein tarif; ceux de la catégorie B sont taxés aux $\frac{2}{3}$ du tarif plein s'il s'agit du régime extra-européen et aux $\frac{3}{4}$ du tarif plein s'il s'agit du régime européen (Art. 23, §§ 2 et 3).

§ 5. Pour la taxation, un télégramme en langage convenu ne peut pas être considéré comme appartenant en partie à la catégorie A et en partie à la catégorie B. A ce point de vue, il doit se classer dans l'une des deux catégories à l'exclusion de l'autre.

§ 6. Pour les télégrammes convenus ou mixtes de la catégorie A, l'expéditeur est tenu de présenter le code d'après lequel le texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'Administration dont ce bureau relève lui en font la demande.

Article 10. § 1. 1° à remplacer par:

1° de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète;

Article 21. Modifier et compléter comme suit:

§ 1. *biffer le 4°.*

§ 4. (1) *et (2) à remplacer par:*

§ 4. (1). Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à 10 lettres pour les télégrammes de la catégorie A et à 5 lettres pour les télégrammes de la catégorie B (Art. 9, § 2).

(2). Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu de la catégorie A, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix lettres. Lorsque le télégramme se range dans la catégorie B, ces mots en langage clair sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de cinq lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq lettres.

Si le télégramme mixte de la catégorie A comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions du § 7 ci-après.

§ 8. *à remplacer par:*

§ 8. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises dans les télégrammes en langage clair, dans les télégrammes en langage convenu de la catégorie A et dans les télégrammes mixtes clair-chiffré, c'est-à-dire ceux dont le texte contient à la fois des mots en langage clair et des groupes de chiffres; il en est de même lorsque les réunions ou altérations sont dissimulées au moyen du renversement de l'ordre des lettres ou des syllabes. Toutefois, les noms de villes et de Pays, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les mots composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française dont il peut être justifié au besoin, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres peuvent être groupés en un seul mot qui est compté conformément aux prescriptions de

cet Article, §§ 3 et 4. Les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple: trentetrente au lieu de troismilletrente ou six-quatresix au lieu de sixcentquarantesix, sont également admis et comptés à raison de 5 lettres (convenu B), 10 lettres (convenu A) ou 15 lettres (clair).

§ 10 (1) à remplacer par:

§ 10. (1). Toutefois, lorsqu'un télégramme en langage clair ou un télégramme mixte clair-chiffré contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle du Pays d'origine, contrairement à l'usage de cette langue, les Administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut refuser de remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

§ 11 (1) à remplacer par:

§ 11. (1) Lorsque l'Administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme en langage clair ou en langage mixte clair-chiffré, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une Administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxe sont dues aux différentes Administrations intéressées.

Ajouter le nouveau § ci-après:

§ 12. Les Administrations dont dépend le bureau de destination ou de transit d'un télégramme contenant des mots du langage convenu de la catégorie A ne répondant pas aux règles de construction imposées ont le droit de débiter, au besoin d'office à l'Administration d'origine du montant de la taxe supplémentaire due.

Article 22. Page 32, lire:

Emvthf (marque de commerce ou groupe de lettres) 2

Emvchf (marque de commerce ou groupe de lettres) 2

Article 25. § 2. à remplacer par:

§ 2. Le tarif est établi par mot pur et simple. Toutefois:

- a) pour les télégrammes en langage convenu de la catégorie B (Art. 9, § 2), il est obligatoirement perçu un minimum de taxe de quatre mots.

- b) pour la correspondance du régime européen, chaque Administration a la faculté d'imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser un franc cinquante (1 fr. 50) par télégramme et, en se conformant à l'article 29 du Règlement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

Article 37. Page 47, § 1. a) (1) ajouter:

CDE Télégramme en langage convenu de la catégorie B.

Page 49, litt. f (2), 2°, à remplacer par:

2°. au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres (catégorie B) ou de plus de 10 lettres (catégorie A).

Article 79. § 1. ajouter à la fin:

..... accessoires. Toutefois, pour les télégrammes du régime extra-européen, il est tenu compte du minimum de perception appliqué aux télégrammes en langage convenu de la catégorie B (Article 25, § 2, a).

Les additions et modifications ci-dessus seront mises en application à la date du 1er octobre 1929.

INTERNATIONALE
TELEGRAAFCONFERENTIE
TE BRUSSEL 1928.

PROTOCOL,

houdende aanvullingen en wijzigingen in het Internationaal dienstreglement, behorende bij de Internationale Telegraaf-overeenkomst van St. Petersburg
(Herziening van Parijs 1925, uitgave van Bern).

Artikel 7. § 1. Den tweeden zin vervangen door den volgende:

Behalve de uitzondering voorzien in artikel 9, § 2, categorie B, kan elk dezer talen afzonderlijk of gezamenlijk met de andere in eenzelfde telegram worden gebruikt.

Artikel 8. § 1 vervangen door het volgende:

§ 1. Verstaanbare taal is die, welke een verstaanbaren zin oplevert in één of meer der voor het internationaal telegraafverkeer toegelaten talen, waarbij elk woord en elke uitdrukking de beteekenis hebben, die hun normaal wordt toegekend in de taal waartoe zij behooren.

Artikel 9. Dit artikel vervangen door het volgende:

Artikel 9.

§ 1. Overeengekomen taal is die, welke bestaat hetzij uit kunstmatig gevormde woorden, hetzij uit bestaande woorden die niet de beteekenis hebben, die hun normaal wordt toegekend in de taal waartoe zij behooren en daardoor geen verstaanbare zinnen vormen in één of meer der voor het internationaal telegraafverkeer in verstaanbare taal toegelaten talen, hetzij eindelijk uit een samenstel van bestaande woorden als bovenomschreven en van kunstmatig gevormde woorden.

§ 2. Onder telegrammen in overeengekomen taal worden verstaan telegrammen waarvan de inhoud woorden bevat die tot die taal behooren. Zij worden verdeeld in twee categorieën:

Categorie A. Telegrammen waarvan de inhoud overeengekomen woorden bevat bestaande uit ten hoogste 10 letters en

waarin ten minste één klinker voorkomt indien zij ten hoogste 5 letters bevatten, ten minste 2 klinkers indien zij uit 6, 7 of 8 letters bestaan en ten minste 3 klinkers indien zij 9 of 10 letters bevatten. In de woorden van meer dan 5 letters moet zich ten minste 1 klinker bevinden in de eerste 5 letters en ten minste 1 klinker in de rest van het woord, met dien verstande, dat de woorden van 9 of van 10 letters ten minste 3 klinkers in 't geheel moeten bevatten. De klinkers zijn a, e, i, o, u, y. De samenvoegingen van twee of meer woorden der verstaanbare taal in strijd met het gebruik der taal waartoe die woorden behooren zijn verboden.

Categorie B. Telegrammen waarvan de inhoud overeengekomen woorden bevat die uit niet meer dan 5 letters bestaan, zonder voorwaarde of beperking wat betreft de vorming van die woorden.

Cijfers en groepen van cijfers zijn niet toegelaten; evenwel worden handelsmerken, samengesteld uit letters en cijfers, aangenomen, indien de afzender kan aantoonen, dat het werkelijk handelsmerken zijn.

De ambtenaar die een telegram van de categorie B aanneemt, schrijft op de minuut de dienstaanwijzing = C D E = die aan het begin van de ambtelijke inleiding van het telegram wordt overgeleid tot de plaats van bestemming.

§ 3. In de twee categorieën van telegrammen A en B mogen de overeengekomen woorden niet de van accenten voorziene letters ä, á, â, é, ñ, ö, ü bevatten en de samenvoegingen ae, aa, ao, oe, ue, ch worden elk voor twee letters geteld.

§ 4. De telegrammen van de categorie A zijn onderworpen aan het volle tarief; die van de categorie B worden berekend tegen $\frac{2}{3}$ van het volle tarief als zij tot het buiten-Europeesch verkeer behooren en tegen $\frac{3}{4}$ van het volle tarief als zij tot het Europeesch verkeer behooren (Art. 23, § 2 en 3).

§ 5. Voor de prijsberekening kan een telegram in overeengekomen taal niet beschouwd worden gedeeltelijk tot de categorie A en gedeeltelijk tot de categorie B te behooren. Uit dit oogpunt moet het in een der twee categorieën worden gerangschikt, met uitsluiting van de andere.

§ 6. Voor de overeengekomen of gemengde telegrammen van de categorie A is de afzender gehouden den code te toonen

volgens welken de inhoud van het telegram is opgesteld, indien het kantoor van afzending of de Administratie, waartoe dit kantoor behoort, dit vraagt.

Artikel 10. § 1. 1° vervangen door:

1°. Arabische cijfers, groepen of reeksen Arabische cijfers met een geheime beteekenis;

Artikel 21. Wijzigen en aanvullen als volgt:

§ 1, 4°, doorhalen.

§ 4 (1) en (2) vervangen door:

§ 4. (1). In de overeengekomen taal is de maximum-lengte van een woord vastgesteld op 10 letters voor de telegrammen van de categorie A en op 5 letters voor de telegrammen van de categorie B (art. 9, § 2).

(2). De woorden in verstaanbare taal voorkomende in den inhoud van een gemengd telegram, dat bestaat uit woorden in verstaanbare taal en woorden in overeengekomen taal van de categorie A, worden tot een aantal van 10 letters voor één woord geteld; het overschot wordt voor één woord geteld per ondeelbare reeks van 10 letters. Indien het telegram behoort tot de categorie B, worden de woorden in verstaanbare taal tot een aantal van 5 letters voor één woord geteld; het overschot wordt voor één woord geteld per ondeelbare reeks van 5 letters.

Indien het gemengde telegram van de categorie A bovendien cijferschrift bevat, worden de gedeelten in cijferschrift geteld overeenkomstig de bepalingen van § 7 hierachter.

§ 8 vervangen door:

§ 8. Samenvoegingen of veranderingen van woorden in strijd met het gebruik der taal waartoe zij behooren zijn niet toegelaten in de telegrammen in verstaanbare taal, in de telegrammen in overeengekomen taal van de categorie A en in de gemengde telegrammen in verstaanbare taal-cijferschrift, dat wil zeggen die waarvan de inhoud zoowel woorden in verstaanbare taal als cijfergroepen bevat; hetzelfde geldt indien de samenvoegingen of veranderingen verborgen zijn door middel van omzetting van de volgorde van letters of lettergrepen.

Intusschen kunnen namen van steden en landen, familienamen aan eenzelfde persoon toebehoorend, volledige benamingen van plaatsen, pleinen, boulevards, straten en andere openbare wegen, namen van schepen, samengestelde woorden, als

zoodanig in het Engelsch en Fransch toegelaten en waarvan zoo noodig de juistheid moet kunnen worden aangetoond, voluit in letters geschreven geheele getallen, breuken, decimale of gebroken getallen als één woord aaneengeschreven worden, dat geteld wordt overeenkomstig het bepaalde bij dit artikel, §§ 3 en 4. Voluit in letters geschreven getallen, waarbij de cijfers afzonderlijk of in groepen zijn aangeduid, b.v. dertigdertig in plaats van drieduizendertig of zesvierzes in plaats van zeshonderdzesenveertig, zijn eveneens toegelaten en worden geteld naar reden van 5 letters (overeengekomen taal B), 10 letters (overeengekomen taal A) of 15 letters (verstaanbare taal).

§ 10 (1) *vervangen door:*

§ 10. (1). Indien echter een telegram in verstaanbare taal of een gemengd telegram in verstaanbare taal-cijferschrift met het taalgebruik strijdige samenvoegingen of veranderingen van woorden bevat in een andere taal dan die van het land van afzending, hebben de Administratiën het recht te bepalen, dat het kantoor van bestemming het te min geheven bedrag op den geadresseerde verhaalt. Wanneer van dit recht gebruik gemaakt wordt, kan het kantoor van bestemming weigeren het telegram af te leveren, indien de geadresseerde weigert te betalen.

§ 11 (1) *vervangen door:*

§ 11. (1). Wanneer de Administratie van afzending bemerkt, dat voor een telegram in verstaanbare taal of in gemengde taal (verstaanbare taal-cijferschrift) een ontoereikend bedrag is geheven, kan zij het te weinig betaalde op den afzender verhalen; op dezelfde wijze gaat zij te werk, wanneer de onregelmatigheden te harer kennis worden gebracht door een tusschengelegen Administratie of door de Administratie van bestemming. In dit laatste geval zijn, wanneer de inning der verschuldigde gelden kan plaats hebben, aan de verschillende Administratiën de taksaandeelen verschuldigd.

De volgende nieuwe § toevoegen:

§ 12. De Administratiën waaronder het kantoor van bestemming of het transitkantoor behoort van een telegram, dat woorden bevat in overeengekomen taal van categorie A en dat niet voldoet aan de voorgeschreven regels van samenstelling hebben het recht de Administratie van afzending te debiteeren voor het

meerder verschuldigde bedrag, zoo noodig van Administratie tot Administratie.

Artikel 22, blz. 32, lezen:

Emvthf (handelsmerk of lettergroep)..... 2

Emvchf (handelsmerk of lettergroep)..... 2

Artikel 25, § 2, vervangen door:

§ 2. Het tarief wordt uitsluitend per woord vastgesteld.
Evenwel:

- a) wordt voor de telegrammen in overeengekomen taal van de categorie B (art. 9, § 2), een verplichte minimum prijs van 4 woorden geheven;
- b) heeft voor het Europeesch verkeer elke Administratie het recht een minimum prijs vast te stellen, welke een frank vijftig (1 fr. 50) per telegram niet mag te boven gaan en in overeenstemming met artikel 29 van het Reglement, den prijs te heffen in den vorm welke haar geschikt voorkomt.

Artikel 37, blz. 47, § 1, a) (1) toevoegen:

CDE Telegram in overeengekomen taal van de categorie B.

Blz. 49, litt. f, (2), 2°, vervangen door:

2°. indien een telegram, waarvan de inhoud in overeengekomen taal is gesteld, verstaanbare woorden van meer dan 5 letters (categorie B) of meer dan 10 letters (categorie A) bevat.

Artikel 79, § 1 aan het slot toevoegen:

..... nevenkosten. Evenwel wordt voor de telegrammen van het buiten-Europeesch verkeer rekening gehouden met de minimum heffing, die op telegrammen in overeengekomen taal van de categorie B wordt toegepast (artikel 25, § 2, a).

Bovenstaande aanvullingen en wijzigingen zullen op 1 October 1929 in werking treden.

